

N.B. J'insiste sur l'excuse non valable du manque de transports, l'arrestation de M. Castex en étant une preuve. D'ailleurs puisque les carottes d'expédition peuvent arriver ici; pourquoi pas les autres denrées.

Le 4 décembre 1944

Monsieur Delaunay

Je m'excuse de vous importuner pour des questions qui dépendent surtout du ravitaillement.

Malheureusement cet organisme n'inspire aucune confiance, parce qu'il a gardé ces mêmes dirigeants ou fonctionnaires qui ont trop bien rempli le programme tracé par les boches pendant l'occupation.

Puisque vous êtes placé auprès de Monsieur le Maire et qu'enfin le ravitaillement est bien aussi de son ressort, c'est à vous que j'adresse mes récriminations.

Pouvez-vous me dire, Monsieur, si quelques unes des personnalités qui dirigent notre ville, ou si vous même, avez vécu ces temps-ci avec les répartitions attribuées aux consommateurs. Peut être quelques savants se contentent d'un doigt de vin et d'un oeuf à la coque; mais ce n'est pas la majorité des Bordelais.

Mon mari, faisant partie du Mouvement de Libération vous avait signalé cet état de chose et vous aviez mis en jeu la question des transports mis en jeu la question des transports.

Je sais que dans une certaine mesure vous avez une bonne excuse. Cependant pourquoi voit-on circuler tant de voitures de tourisme pour des obligations personnelles, pourquoi certains camions restent-ils dans les garages au lieu de s'en servir pour l'alimentation, ?

Il y a en outre des quantités de produits qui nous manquent le plus et qui se sont passés de grands moyens de transports pour arriver jusqu'à nous.

Le sucre, par exemple, est sur place à un prix variant de 360 à 400 francs le kilo¹.

Je reconnais que les pouvoirs compétents se sont enfin préoccupés de ce problème puisque des inscriptions sont faites pour que toutes les catégories perçoivent une certaine quantité de cette denrée. Encore faut-il que ce ne soit pas uniquement pour nous faire patienter et que nous n'attendions pas, stoïquement, cette répartition jusqu'à l'année prochaine.

Nous connaissons ces façons, ayant été à bonne école pendant quatre ans.

Le lait, le vrai, dont nos J2 et J3 ne connaissent plus le goût se trouve à 12 ou 15 frcs le litre. Le beurre à

¹ Le paquet de gauloises est alors à 12,00 francs et le kilo de pain à 2 francs.

500 francs est à la disposition des bourses pouvant se permettre cette dépense.

Pourquoi voit-on de grandes administrations distribuer des suppléments de pommes de terre par 50 kilos, des suppléments de pain, à tous leurs employés alors qu'ils sont tous des travailleurs de force même pour passer la journée à des vérifications.

Pourquoi tant de suppléments aux familles nombreuses ? Loin de moi la pensée que ces enfants ne soient pas nourris convenablement. Mais on assiste à un véritable commerce de ces suppléments. Hier, c'était les litres d'huile (des dons de la Roumanie) qui étaient vendus à 600 francs. Dès que les inscriptions chez les boulangers ont été supprimées les cartes de pain supplémentaires étaient proposées au marché noir par ces mêmes familles. Voici que maintenant les oies et les canards y passent à leur tour à condition de donner un bon petit bénéfice sur le prix de la répartition.

Il serait beaucoup plus logique de donner une sage mesure. Ayant le nécessaire, les intéressés le garderaient et ce ne serait pas toujours la même catégorie de gens qui profiteraient des avantages.

Voici deux semaines que la viande est supprimée, que le fromage fait défaut. Il ne nous reste donc que les légumes verts. C'est très décoratif pour nos comestibles. Nos yeux trouvent agréable de regarder les tons vifs des carottes se mêler aux verts sombres des choux; mais ce n'est nullement un régal pour nos estomacs, plus ou moins affamés lorsque l'on sert ces mêmes légumes simplement bouillis.

Voici qu'on ne pourra plus acheter, dans les comestibles, des pommes sans une certaine quantité de carottes. Principe boche qui profite à quelques uns. Rien n'a changé.

Par contre, si en ce moment nous n'avons rien, nous attendons toujours la répartition de conserves de poissons dont l'inscription est faite depuis longtemps.

Si elles n'étaient en place chez les épiciers on pourrait supposer que ce sont vraiment des sardines de Marseille, trop grosses pour rentrer à Bordeaux.

D'ailleurs, puisque les transports sont déficients pourquoi certains camions des P.T.T., qui allaient dans les départements voisins chercher leur ravitaillement personnel, transportent-ils des denrées servant à améliorer les repas d'amis ou connaissances à un demi marché noir, ou transportent-ils encore les personnes allant collecter le beurre qui sera vendu aux prix que je vous ai signalé ?

Je sais bien que notre sort ne serait pas merveilleux malgré la suppression de ces désordres. Cependant, une certaine bonne volonté se dégagerait de la part de ceux qui sont chargés de ces services, et je crois que le moral de la population en ressentirait d'heureux effets.

Croyez le bien, Monsieur, il n'est nullement question de se soustraire aux jours plus ou moins pénibles qu'il nous reste à supporter.

Pendant quatre ans, nous avons su lutter contre toutes sortes de difficultés. Nous ne regrettons pas d'en sortir épuisés. Nous savons que le salut et le relèvement de la France en dépendent et cela suffit à nous donner l'énergie nécessaire; mais à une seule condition, c'est que nous sentions aboli un régime exécré; que nous ne soyions plus menés par cette cinquième colonne, par ces gens dont les poches sont si bien remplies de millions honteusement gagnés, et qui, écumant de rage, devant les événements tout à fait contraire à leurs espérances, se vengent à leur façon en essayant de, nous visser encore trop heureux d'entendre dire par le consommateur: "Nous avons moins qu'avant, parce que rien n'est changé !".

Que ceux qui ont leur part de responsabilité réfléchissent que ce n'est point là le résultat de tant de sacrifices, de tant de douleurs et de tortures subis par la Résistance.

Il est profondément écoeurant, à l'heure où, si près de nous, nos soldats souffrent, où, plus loin, ils reprennent pied à pied, grâce au sacrifice de leur vie, ce sol auquel nous sommes si attachés, de voir des collaborateurs, plus tranquilles que jamais, sourire en glissant adroitement qu'ils avaient bien raison quand ils assuraient que "ça n'irait pas mieux !" Et tout ceci uniquement parce qu'il existe ces désordres.

Que peuvent penser de nous nos Alliés et sont-ils encouragés par une telle attitude à nous tendre davantage la main ?

La tâche de notre Libérateur en est-elle moins alourdie, et sera-t-il une unité obligé de tout voir, de tout supporter et de ne compter que sur lui-même ?

Ne nous laissons pas dépasser par les événements et que ceux qui ont accepté des charges, sachent en assumer les responsabilités ! Qu'ils se rappellent ses paroles et qu'ils sachent supprimer, sans aucun privilège, tout ce qui peut gêner ou nuire au relèvement de la France. Une amélioration sensible s'en suivra et nous retrouverons le calme dont nous avons besoin.

Signature illisible

Transcription

² Rappelons que nous avons déjouer l'AMGOT qu'ils souhaitaient nous imposer !

Carbon-Blanc, le 6 janvier 1945

Monsieur le Président,

A nouveau, je me permets d'attirer votre attention sur tout ce qui choque notre population concernant le ravitaillement.

En effet, il est inadmissible qu'un habitant de Bordeaux, qui possède plusieurs propriétés dans notre région, touche un ravitaillement supérieur à celui d'un ouvrier de notre commune.

Qu'un habitant fortuné de Bordeaux, qui a un train de maison suffisant pour pouvoir compter 6 cartes de ravitaillement ait droit aux oies et aux canards, alors qu'un père de 8 enfants, habitant notre commune, ne peut bénéficier de cet avantage.

Qu'il y ait encore des restaurants à Bordeaux qui servent des repas à 500 francs, que certaines communes bénéficient d'une tolérance leur permettant de faire abattre et de doubler ainsi la ration de viande, que les cantines qui fonctionnent dans certains établissements de Bordeaux et sa banlieue¹ puissent donner des repas à un prix modique avec de la viande à presque tous les repas et distribuer à leurs ouvriers de la viande à emporter de même que des haricots et des pommes de terre alors que nos populations en sont privées !

*Aujourd'hui même, sur le journal "Nouvelle République", j'ai pu lire l'annonce suivante:
"Demande 5 à 10 tonnes de pommes de terre - 1 à 2 tonnes de haricots à prendre par camion dans un rayon de 150 kms - Maison Carde."*

Comment se fait-il que des collectivités aient la possibilité de se procurer des denrées contingentées alors que le ravitaillement général ne le peut pas ?

Pourquoi ne réquisitionne-t-on pas les camions de ces maisons pour faire quelques transports pour le ravitaillement général ?

M. Solanilla transporte 35 moutons pour le Port autonome. La manufacture des Tabacs possède 2 camions de 5 tonnes dont l'un pourrait faire quelques voyages dans les environs de Bordeaux, etc...

Je me tiens à votre disposition pour vous fournir des renseignements complémentaires ayant la certitude que vous mettrez tout en oeuvre pour que cesse cet état de chose. Tout doit être mis en oeuvre pour supprimer tout ce qui nous divise: cartes de travailleurs de force aux agents de ville, ainsi qu'aux nombreuses maisons qui travaillent au ralenti, etc...

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'assurance de mon entier dévouement.

A. Vignau-Anglade
Président
du Comité de Libération de Carbon-Blanc

¹ Huilerie Bordelaise, Grands Moulins, Manufacture des Tabacs, Port Autonome, Police, Journaux, etc...